

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, le député est au courant des nombreux perfectionnements et améliorations apportés ces dernières années au programme de pension de vieillesse. Il sait également que ce programme et tous les autres du domaine de la sécurité de la vieillesse font l'objet d'une révision à l'heure actuelle.

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, comme la réponse du ministre confirme mes suppositions, j'aimerais demander au premier ministre si une telle injustice, à l'égard des titulaires de la pension de vieillesse, sert de pierre angulaire à la société juste.

M. l'Orateur: A l'ordre.

LA CONFÉRENCE DU COMMONWEALTH

L'INVITATION À TENIR LA PROCHAINNE RÉUNION AU CANADA

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si le gouvernement a invité le secrétariat de l'Association du Commonwealth à tenir la prochaine réunion du Commonwealth au Canada.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur.

M. Hales: Le gouvernement a-t-il l'intention de le faire?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, une décision là-dessus ne s'impose pas à l'heure actuelle.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES TEXTILES—LA LIMITATION DES IMPORTATIONS

L'hon. J. W. Monteith (Perth): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Finances si l'on songe à diminuer les quotas de textiles importés au Canada, notamment les quotas de chemises d'hommes en provenance de pays où les salaires sont bas, ou si des consultations se tiennent à l'heure actuelle à ce sujet. Si je demande cela, c'est que la *Cluett Peabody and Company of Canada Limited* a annoncé aujourd'hui la fermeture de sa fabrique de chemises pour hommes, à Stratford, ce qui entraînera le congédiement de 160 personnes.

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je suis au courant de la décision dont a parlé mon honorable ami et des difficultés auxquelles se sont heurtées dernièrement certaines fabriques de chemises.

A vrai dire, c'est à cause de l'augmentation des importations à bon marché de chemises tissées, en 1967 et 1968, que nous avons négocié l'année dernière certaines restrictions avec plusieurs autres pays où la main-d'œuvre est bon marché, afin d'éviter un plus grand préjudice à nos fabricants de chemises. On peut raisonnablement s'attendre, grâce aux nouveaux accords en vigueur, à une baisse des importations des chemises à bas prix en 1969, ce qui devrait aplanir un peu les difficultés des fabricants canadiens.

M. Baldwin: Quand vous aurez terminé, certains de nous n'auront plus de chemise.

M. Paul St-Pierre (Coast Chilcotin): Monsieur l'Orateur, le Japon a-t-il participé lui aussi à la négociation de ces accords?

L'hon. M. Benson: Oui, monsieur l'Orateur. Nous avons négocié des contingents avec le Japon. Nous en avons aussi négocié avec d'autres considérés comme des pays à main-d'œuvre bon marché.

[Plus tard]

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Ma question s'adresse au ministre des Finances, monsieur l'Orateur. Elle découle de celle du député de Perth concernant la fermeture d'une fabrique canadienne de chemises. Le ministre se rend-il compte que, à cause de ses politiques les Canadiens sont menacés de perdre leur dernière chemise?

L'HABITATION

LE GROUPE D'ÉTUDE—LA RÉDUCTION DES HONORAIRES D'AVOCATS

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, à titre de responsable du logement, le ministre des Transports nous dirait-il s'il examine la recommandation présentée à la Société centrale d'hypothèques et de logement et selon laquelle les honoraires exigés par les avocats qu'elle nomme pour s'occuper des hypothèques, devraient être réduits dans le sens recommandé par le comité de la fiscalité?

M. l'Orateur: Je crois qu'on a déjà posé la question. Si le député l'estime assez urgente pour la poser une deuxième fois, il pourrait la faire inscrire au *Feuilleton* ou la soulever au moment de l'ajournement.

LES SPORTS

L'EFFET SUR L'ÉQUIPE NATIONALE DE HOCKEY DES RECOMMANDATIONS DU GROUPE D'ÉTUDE

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Santé nationale et